
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 45

Bill No. 45

Loi modifiant le Code du travail et
la Loi du ministère du travail et de la
main-d'oeuvre

An Act to amend the Labour Code
and the Labour and Manpower De-
partment Act

Première lecture

First reading



M. JOHNSON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 45

Loi modifiant le Code du travail et la
Loi du ministère du travail et de la
main-d'oeuvre

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Partout où, dans une loi, une proclamation, un arrêté en conseil, un contrat ou un document, se rencontrent les expressions «commissaire-enquêteur en chef» et «commissaire-enquêteur», on doit entendre qu'il s'agit du commissaire général du travail ou d'un commissaire du travail, respectivement.

2. L'article 1 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), modifié par l'article 76 du chapitre 14 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 10 du chapitre 20, l'article 2 du chapitre 47, l'article 1 du chapitre 48 et l'article 18 du chapitre 14 des lois de 1969, par l'article 29 du chapitre 60 des lois de 1972 et par l'article 114 de la Loi sur la fonction publique (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 53*), est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) «association accréditée»—l'association reconnue par décision de l'enquêteur, du commissaire du travail ou du tribunal comme représentant de l'en-

Bill No. 45

An Act to amend the Labour Code and
the Labour and Manpower Department Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the words "chief investigation commissioner" and "investigation commissioner", wherever they occur, are to be construed, respectively, as references to the labour commissioner-general and to a labour commissioner.

2. Section 1 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), amended by section 76 of chapter 14 of the statutes of 1965 (1st session), by section 10 of chapter 20, section 2 of chapter 47, section 1 of chapter 48 and section 18 of chapter 14 of the statutes of 1969, by section 29 of chapter 60 of the statutes of 1972 and by section 114 of the Civil Service Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 53*), is again amended:

(a) by replacing paragraph *b* by the following:

"*(b)* "certified association"—the association recognized by decision of the investigator, the labour commissioner or the Court as a representative of all

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet vise essentiellement:

a) à apporter certaines modifications techniques aux mécanismes prévus au Code du travail, particulièrement sur les aspects suivants:

- l'accréditation,
- la négociation,
- le contenu de la convention collective,
- l'arbitrage des griefs,
- l'augmentation des amendes,
- les poursuites par le procureur général, et
- les jours non juridiques;

b) à obliger tout employeur à retenir, sur le salaire de tout salarié faisant partie d'un groupe pour lequel une association a été accréditée, le montant spécifié pour cette association à titre de cotisation, que le salarié soit ou non membre de cette association accréditée;

c) à interdire à un employeur:

— d'utiliser les services d'une personne nouvellement embauchée pour remplir les fonctions d'un salarié en grève ou en lock-out, et

— d'utiliser les services d'un salarié membre de l'unité de négociation en grève ou en lock-out, soit dans un autre de ses établissements, soit dans l'établissement où la grève ou le lock-out est en cours, à moins, dans ce dernier cas, d'entente entre les parties ou d'o-

EXPLANATORY NOTES

The main objects of this bill are the following:

(a) to make certain technical amendments to the mechanisms provided in the Labour Code, particularly in relation with

- certification,
- bargaining,
- the content of collective agreements,
- the arbitration of grievances,
- the increase of fines,
- proceedings by the Attorney-General, and
- non-judicial days;

(b) to compel any employer to withhold from the salary of any employee who is a member of a group in respect of which an association has been certified, the amount stated as an assessment for such association, whether or not the employee is a member of that certified association;

(c) to prohibit an employer from

— utilizing the services of a newly employed person to discharge the duties of an employee on strike or locked out, and from

— utilizing the services of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out, either in another of his establishments, or in the establishment where the strike or lock-out is in progress, unless, in this last case, there is an agreement between

semble ou d'un groupe de salariés d'un employeur;»;

b) par le remplacement du sous-paragraphe 2° du paragraphe *m* par le suivant:

«2° un administrateur ou officier d'une corporation sauf si une personne agit à ce titre à l'égard de son employeur après avoir été désignée par les salariés ou une association accréditée;»;

c) par le remplacement du paragraphe *r* par le suivant:

«*r)* «commissaire du travail»—un commissaire du travail nommé en vertu de l'article 21*a*;»;

d) par le remplacement du paragraphe *s* par le suivant:

«*s)* «commissaire général du travail»—le commissaire général du travail nommé en vertu de l'article 21*a*.»

3. L'article 3 dudit code est remplacé par le suivant:

«**3.** Tout salarié a droit d'appartenir à une association de salariés de son choix et de participer à la formation de cette association, à ses activités et à son administration.»

4. L'article 8 dudit code, modifié par l'article 4 du chapitre 47 et l'article 3 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**8.** Sous réserve de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92), le propriétaire d'une terre ou concession où se fait une exploitation forestière est tenu de permettre le passage et de donner accès au campement des salariés à tout représentant d'une association de salariés muni d'un permis délivré par le commissaire général du travail conformément aux règlements adoptés à cette fin en vertu de l'article 115.

or some of the employees of an employer;»;

(b) by replacing subparagraph 2 of paragraph *m* by the following:

“(2) a director or officer of a corporation unless a person acts as such with regard to his employer after having been designated by the employees or a certified association;”;

(c) by replacing paragraph *r* by the following:

“(*r*) “labour commissioner”—a labour commissioner appointed under section 21*a*;”;

(d) by replacing paragraph *s* by the following:

“(*s*) “labour commissioner-general”—the labour commissioner-general appointed under section 21*a*.”

3. Section 3 of the said Code is replaced by the following:

“**3.** Every employee has the right to belong to the association of employees of his choice, and to participate in the formation, activities and management of such association.”

4. Section 8 of the said Code, amended by section 4 of chapter 47 and section 3 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**8.** Subject to the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92), the owner of any land or limit where logging operations are carried on must allow any representative of an association of employees holding a permit issued by the labour commissioner-general in accordance with the regulations made for such purpose under section 115 to pass thereon and to have access to the living quarters of the employees.

bligations légales de certains salariés à cet effet, et de permettre à un enquêteur dépêché par le ministre de vérifier si cette interdiction est respectée et prévoir une sanction pénale à cette interdiction;

d) à accorder à tout salarié ayant fait la grève ou subi un lock-out le droit de recouvrer son emploi de préférence à toute autre personne à la fin de cette grève ou de ce lock-out et permettre à tout salarié qui croit que son employeur ne s'est pas conformé à ce principe de soumettre une plainte au commissaire général du travail et de bénéficier d'un recours de même nature que celui prévu dans le cas de congédiement, suspension ou déplacement pour activités syndicales;

e) à accorder au ministre, lorsque dans un conflit de travail l'intervention d'un conciliateur a été infructueuse et qu'il est d'avis, sur la foi du rapport d'un enquêteur qu'il peut nommer à la demande d'une partie, que la grève ou le lock-out ne pourra être réglé dans un délai raisonnable, compte tenu du comportement des parties, le pouvoir de charger un conseil d'arbitrage de déterminer le contenu d'une première convention collective pour une période d'un an;

f) à permettre à une association de salariés, dès qu'elle regroupe à titre de membres en règle 35% des salariés de l'unité de négociation, d'obtenir la tenue d'un vote au scrutin secret et prévoir qu'il suffira à ce moment d'avoir la majorité absolue des votes, et non uniquement des membres, pour être accréditée;

g) à obliger les syndicats à prévoir dans leurs statuts et règlements la tenue d'un vote au scrutin secret en ce qui a trait à l'élection des personnes occupant une fonction de direction au sein de l'association, à l'acceptation

the parties or there are legal obligations of certain employees to that effect, and to enable an investigator dispatched by the Minister to ascertain whether or not that prohibition is being complied with and to attach a sanction to such prohibition;

(d) to grant any employee having been on strike or locked out the right to recover his employment by priority over any other person at the end of that strike or lock-out, and to enable any employee believing that his employer has not complied with this principle to file a complaint with the labour commissioner-general and to bring an appeal similar to that provided for in the case of dismissal, suspension or transfer for union activities;

(e) to grant to the Minister the power to entrust a council of arbitration with determining the content of the first collective agreement for one year, when in a labour dispute the intervention of a conciliation officer has been unsuccessful and he is of opinion, on the basis of the report of an investigator whom he may appoint upon application of a party, that the strike or lock-out cannot be settled within a reasonable delay, considering the behaviour of the parties;

(f) to enable an association of employees, from such time as it comprises 35 per cent of the employees of the bargaining unit as members in good standing, to obtain the holding of a vote by secret ballot and provide that the absolute majority of the votes and not of the members will be sufficient to be certified;

(g) to compel unions to provide in their constitution and by-laws for the holding of a vote by secret ballot for the election of persons to an executive position within the association, for the acceptance or refusal of the offers of an

L'exploitant est tenu de fournir à ce représentant le gîte et le couvert au prix fixé pour les salariés par ordonnance suivant la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144).

Il doit sur demande écrite d'un salarié lui avancer la somme requise à titre de première cotisation à une association de salariés pourvu que ce salarié ait cette somme à son crédit.

L'autorisation écrite donnée par tout salarié de précompter sur son salaire la somme ci-dessus constitue un paiement au sens du paragraphe *c* de l'article 24j; l'employeur est tenu de remettre dans le mois qui suit à l'association indiquée les montants ainsi précomptés avec un bordereau nominatif.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitation forestière effectuée sur sa propriété par un cultivateur ou colon.»

5. L'article 10 dudit code est remplacé par le suivant:

«**10.** Tout employeur a droit d'appartenir à une association d'employeurs de son choix, et de participer à la formation de cette association, à ses activités et à son administration.»

6. L'article 14 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**14.** Lorsqu'un salarié est congédié, suspendu ou déplacé par l'employeur ou son agent à cause de l'exercice par ce salarié d'un droit qui lui résulte du présent code, le commissaire du travail peut ordonner à l'employeur de réintégrer ce salarié dans son emploi avec tous ses droits et privilèges dans les huit jours de la signification de la décision et de lui verser, à titre d'indemnité, l'équi-

The operator must supply such representative with food and shelter at the price fixed for the employees by ordinance under the Minimum Wage Act (Revised Statutes, 1964, chapter 144).

On the written application of an employee, he shall advance him the sum required as first dues to an association of employees, provided that such employee has that amount to his credit.

The written authorization given by any employee to withhold from his salary the above amount constitutes a payment within the meaning of subparagraph *c* of section 24j; the employer must remit to the association indicated, within the following month, the amounts so withheld accompanied with a nominal credit note.

This section does not apply to the logging operation carried on by a farmer or a settler on his own property."

5. Section 10 of the said Code is replaced by the following:

«**10.** Every employer has the right to belong to the employers' association of his choice, and to participate in the formation, activities and management of such association."

6. Section 14 of the said Code, amended by section 7 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

«**14.** When an employee is dismissed, suspended or transferred by the employer or his representative because of the exercise by such employee of a right arising from this Code, the labour commissioner may order the employer to reinstate such employee in his employment, within eight days of the service of the decision, with all his rights and privileges, and to pay him as

ou au rejet des offres de l'employeur en vue de la conclusion d'une convention collective, au déclenchement d'une grève et au règlement d'une grève ou d'un lock-out et prévoir que seul un membre d'une telle association pourra entreprendre des démarches en vue de faire respecter cette obligation.

employer with a view to making a collective agreement, for a strike and for the settlement of a strike or lock-out and to provide that only a member of such an association may take steps to have such obligation complied with.

valent du salaire et des autres avantages dont il a été privé entre le moment du congédiement, de la suspension ou du déplacement et celui de l'exécution de l'ordonnance ou du défaut du salarié de reprendre son emploi.»

7. L'article 18 dudit code, remplacé par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 7 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**18.** Au cas de contestation entre l'employeur et le salarié quant au montant d'une indemnité, le quantum en est fixé par un commissaire du travail.

Le commissaire général du travail peut exercer, pour le compte du salarié, le recours qui résulte de la décision du commissaire du travail, à défaut du salarié de le faire dans les vingt-quatre jours.

À l'expiration des délais d'appel ou, s'il y a eu appel, à l'expiration des dix jours suivant la décision du tribunal, sur présentation au bureau du protonotaire de la Cour supérieure ou du greffier de la Cour provinciale du district de l'employeur en cause et suivant leur compétence respective eu égard au montant de l'indemnité décrétée par l'ordonnance, d'une copie authentique de la décision d'un commissaire du travail ou du tribunal, la cour peut, sur requête de l'intéressé ou du commissaire général du travail, homologuer la décision, avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors session, le juge de la cour a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.

an indemnity the equivalent of the salary and other benefits of which he was deprived between the time of dismissal, suspension or transfer and that of the carrying out of the order, or the default of the employee to resume his employment."

7. Section 18 of the said Code, replaced by section 8 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 7 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**18.** In case of disagreement between the employer and the employee as to the amount of an indemnity, the quantum thereof shall be fixed by a labour commissioner.

The labour commissioner-general may exercise on behalf of the employee the recourse arising from the labour commissioner's decision, if the employee fails to do so within twenty-four days.

Upon the expiry of the delay for appeal or, if there has been appeal, upon the expiry of the ten days following the Court's decision, on presentation at the office of the prothonotary of the Superior Court or clerk of the Provincial Court of the district of the employer concerned, and according to their respective jurisdictions having regard to the amount of the indemnity fixed by the order, of a true copy of the decision of a labour commissioner or the Court, the court may, upon a motion of the interested person or of the labour commissioner-general, homologate the decision with costs to the defendant; the decision then becomes executory as any other judgment. During judicial vacations or when the court is not in session, the judge of the court has the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.

Le jugement homologuant la décision est sans appel et la décision homologuée est exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement.

Le recours prévu au présent article se prescrit par six mois à compter de la décision du commissaire du travail ou, s'il y a eu appel, de la décision du tribunal.»

3. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 19, de la section, de l'intitulé et des articles suivants:

« SECTION II

« DES STATUTS ET RÈGLEMENTS DES ASSOCIATIONS DE SALARIÉS

« **19a.** Les statuts ou règlements d'une association de salariés doivent prévoir que l'élection des personnes occupant une fonction de direction, le déclenchement de la grève, l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective et le retour au travail, ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par un vote majoritaire des membres qui y participent.

« **19b.** Une association de salariés doit respecter les dispositions devant être incorporées dans ses statuts ou règlements suivant l'article 19a.

« **19c.** Tout membre d'une association de salariés qui prétend à une violation, par son association, de l'article 19a peut, par écrit, mettre en demeure son association de se conformer à l'article 19a.

Tout membre de l'association qui prétend que celle-ci ne s'est pas conformée à l'article 19a dans les dix jours qui suivent la mise en demeure peut, dans les cinq jours suivants, demander par écrit au ministre la nomination d'un

The judgment homologating the decision is without appeal and the homologated decision is executory at the expiry of the fifteen days following the date of the judgment.

The recourse provided for in this section is prescribed by six months from the decision of the labour commissioner or, in the case of an appeal, from the decision of the Court."

3. The said Code is amended by inserting, after section 19, the following division, heading and sections:

"DIVISION II

"CONSTITUTION AND BY-LAWS OF ASSOCIATIONS OF EMPLOYEES

"**19a.** The constitution and by-laws of an association of employees must provide that a person cannot be elected to an executive position, nor a strike, the acceptance or refusal of a draft collective agreement, or a return to work decided upon, except by secret ballot decided by the majority vote of the members voting.

"**19b.** An association of employees must respect the provisions that must be included in its constitution and by-laws pursuant to section 19a.

"**19c.** Any member of an association of employees who claims that his association is in violation of section 19a may, in writing, put his association in default to comply with section 19a.

Any member of the association who claims that, within ten days after being put in default, his association has not complied with section 19a, may, within the ensuing five days, request the Minister in writing to appoint an investiga-

enquêteur aux fins de vérifier si sa prétention est fondée. Copie de la mise en demeure doit être jointe à la demande. Sur réception de la demande, le ministre charge un enquêteur de vérifier si cette prétention est fondée.

« **19d.** Pour les fins de son enquête, l'enquêteur que nomme le ministre est investi de tous les pouvoirs, immunité et privilèges d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

« **19e.** L'enquêteur doit faire rapport au ministre dans les dix jours de sa nomination. Le ministre informe toute personne qui a demandé la nomination de l'enquêteur si, d'après le rapport de l'enquêteur, l'association contrevient ou non à l'article 19a; il en informe en même temps l'association.

Le ministre peut permettre à l'enquêteur d'agir après l'expiration du délai de dix jours si l'enquêteur démontre qu'il a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

« **19f.** Si le rapport de l'enquêteur conclut que l'association contrevient à l'article 19a, tout membre de cette association, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle celle-ci a reçu l'information prévue à l'article 19e peut, s'il prétend que la situation n'a pas été corrigée, par requête au tribunal, demander à ce dernier de rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer le respect, par son association, de l'article 19a.

« **19g.** Le tribunal est directement saisi de l'affaire par la seule production de la requête; il en décide suivant les articles 108 à 112, *mutatis mutandis*.

tor to verify whether his claim is founded. A copy of the putting in default must be attached to the request. On receiving the request, the Minister shall assign an investigator to verify whether that claim is founded.

“**19d.** For the purposes of his inquiry, the investigator appointed by the Minister is vested with the powers, immunity and privileges of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

“**19e.** The investigator must submit a report to the Minister within ten days after being appointed. The Minister shall inform the person who requested the appointment of the investigator whether or not, according to the investigator's report, the association is in contravention of section 19a; he shall inform the association at the same time.

The Minister may authorize the investigator to act after the expiry of the ten days' delay if the investigator proves that it was in fact impossible for him to act sooner.

“**19f.** If the report of the investigator concludes that the association is in contravention of section 19a, any member of that association, within ten days after the date on which the association received the information provided for in section 19e, may, if he claims that the situation has not been corrected, by motion to the Court, request it to render the order it deems necessary to ensure that section 19a is respected by his association.

“**19g.** The Court is directly seized of the matter by the mere filing of the motion; it shall decide it in accordance with sections 108 to 112, *mutatis mutandis*.

« **19h.** Si, par son ordonnance, le tribunal impose à l'association une action à prendre, l'ordonnance doit être homologuée par la Cour supérieure suivant le troisième alinéa de l'article 18, *mutatis mutandis*.

« **19i.** Aucune procédure autre que celle prévue aux articles 19c à 19h ne peut être intentée contre une association qui contrevient à l'article 19a, sous réserve de celles qui peuvent découler de l'inobservation de l'ordonnance du tribunal après son homologation.

« **19j.** Seul un membre d'une association de salariés peut, dans les dix jours, s'adresser au tribunal compétant au cas de violation, par son association, de l'article 19b.»

9. Ledit code est modifié par l'insertion, avant l'article 20, de l'intitulé suivant:

« SECTION III

« DE L'ACCREDITATION DES ASSOCIATIONS
DE SALARIÉS ».

10. L'article 20 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 9 du chapitre 47 des lois de 1969, modifié par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1969, l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1970 et l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **20.** A droit à l'accréditation, l'association de salariés groupant la majorité absolue des salariés d'un employeur ou, dans les cas prévus à l'article 24e, celle qui obtient, à la suite du scrutin prévu audit article, plus de 50% des voix des

« **19h.** If, by its order, the Court requires that action be taken by the association, the order must be homologated by the Superior Court in accordance with the third paragraph of section 18, *mutatis mutandis*.

« **19i.** No proceeding other than that provided for in sections 19c to 19h may be instituted against an association contravening section 19a, except any that may result from the non-observance of the order of the Court after its homologation.

« **19j.** Only a member of an association of employees may, within ten days, make a motion to the competent Court where his association is in contravention of section 19b.»

9. The said Code is amended by inserting, before section 20, the following heading:

“DIVISION III

“CERTIFICATION OF ASSOCIATIONS
OF EMPLOYEES”.

10. Section 20 of the said Code, amended by section 2 of chapter 50 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 9 of chapter 47 of the statutes of 1969, amended by section 9 of chapter 48 of the statutes of 1969, section 1 of chapter 33 of the statutes of 1970 and section 1 of chapter 44 of the statutes of 1971, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

« **20.** Any association of employees comprising the absolute majority of the employees of an employer or, in the cases provided for in section 24e, the association that obtains, following the ballot provided for in the said section,

salariés de l'employeur qui ont droit de vote.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

«Les salariés membres de chacune des professions visées à l'annexe I du Code des professions (1973, chapitre 43) forment obligatoirement avec les personnes admises à l'étude de chaque profession un groupe distinct.

Toutefois, l'accréditation peut être accordée à une association de salariés regroupant les salariés de l'employeur membres de plus d'une de ces professions. Cependant, au sein de chacune des professions visées par la requête en accréditation, les salariés de l'employeur doivent exprimer majoritairement leur accord.»

11. L'article 21 dudit code est modifié:

a) par la suppression du paragraphe *b*;

b) par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *d*, des mots «soixantième au trentième» par les mots «quatre-vingt-dixième au soixantième»;

c) par l'addition à la fin du paragraphe *d*, de ce qui suit: «Dans le cas d'une exploitation forestière, le commissaire général du travail peut décider par règlement adopté en vertu de l'article 115 que la période de trente jours ci-dessus se situe à un autre moment.»

12. L'article 21*a* dudit code, édicté par l'article 10 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 10 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

more than 50 per cent of the votes of the employees of the employer having the right to vote, is entitled to be certified.”;

(b) by replacing the third paragraph by the following paragraphs:

“Employees who are members of each of the professions contemplated in Schedule I to the Professional Code (1973, chapter 43) shall necessarily, together with persons admitted to the study of each profession, constitute a separate group.

Nevertheless, certification may be granted to an association of employees grouping employees of the employer who are members of more than one of such professions. However, the majority of the employees of the employer in each of the professions contemplated in the petition for certification must consent.”

11. Section 21 of the said Code is amended:

(a) by striking out paragraph *b*;

(b) by replacing the words “sixtieth to the thirtieth” in the first line of paragraph *d* by the words “ninetieth to the sixtieth”;

(c) by adding, at the end of paragraph *d*, the following: “In the case of a logging operation, the labour commissioner-general may decide, by regulation adopted under section 115, that the above mentioned period of thirty days may begin at any other time.”

12. Section 21*a* of the said Code, enacted by section 10 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 10 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the first two lines of the first paragraph by the following:

«**21a.** Un commissaire général du travail, un commissaire général adjoint du travail, des commissaires du travail et des»;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«En outre de ses pouvoirs et devoirs en tant que commissaire du travail, le commissaire général adjoint du travail assiste le commissaire général du travail dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'incapacité d'agir.»

13. L'article 21b dudit code, édicté par l'article 11 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**21b.** Toute demande qu'un enquêteur ou un commissaire du travail est compétent à entendre en vertu du présent code doit être adressée à l'enquêteur ou au commissaire du travail qui a été saisi de l'affaire par le commissaire général du travail. Si aucun enquêteur ou commissaire du travail n'a été saisi de l'affaire, ou si l'enquêteur ou le commissaire du travail qui en a été saisi est incapable d'agir ou est décédé, la demande doit être adressée au commissaire général du travail, qui désigne alors un enquêteur ou un commissaire du travail pour entendre cette demande.»

14. L'article 23 dudit code est remplacé par le suivant:

«**23.** Le commissaire général du travail peut exiger de l'association requérante ou accréditée le dépôt de ses statuts et règlements.»

15. L'article 24a dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié

«**21a.** A labour commissioner-general, an assistant labour commissioner-general, labour commissioners and»;

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

“In addition to his powers and duties as labour commissioner, the assistant labour commissioner-general shall assist the labour commissioner-general in the exercise of his functions and replace him in cases where he is absent or unable to act.”

13. Section 21b of the said Code, enacted by section 11 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**21b.** Every application which an investigator or a labour commissioner is competent to hear under this Code shall be made to the investigator or to the labour commissioner who has been seized of the matter by the labour commissioner-general. If no investigator or labour commissioner has been seized of the matter, or if the investigator or the labour commissioner seized thereof is unable to act or has died, the application shall be made to the labour commissioner-general who shall then designate an investigator or a labour commissioner to hear such application.”

14. Section 23 of the said Code is replaced by the following:

“**23.** The labour commissioner-general may require the petitioning or certified association to file its constitution and by-laws.”

15. Section 24a of the said Code, enacted by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 14 of chapter 48 of the statutes

par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« Si l'employeur refuse son accord sur l'unité de négociation demandée, il doit en donner les raisons à l'enquêteur qui les consigne dans le rapport fait au commissaire général du travail. Si l'employeur néglige ou refuse de communiquer la raison de son désaccord à l'enquêteur, ce dernier peut accréditer à partir de l'unité de négociation demandée par l'association si cette dernière jouit par ailleurs du caractère représentatif.

Si l'enquêteur constate qu'il y a désaccord entre l'association et l'employeur sur certaines personnes visées par la requête et que l'association jouit quand même du caractère représentatif, il accrédite cette dernière sur-le-champ. En même temps, l'enquêteur fait un rapport du désaccord ci-dessus au commissaire général du travail et en transmet une copie aux parties. Le commissaire général du travail saisit alors un commissaire du travail de l'affaire. Ce désaccord ne peut avoir pour effet d'empêcher la conclusion d'une convention collective.

S'il y a déjà une association accréditée, le commissaire du travail peut demander à un enquêteur de vérifier si l'association accréditée existe encore ou si elle prétend représenter encore la majorité du groupe pour lequel elle a été accréditée. Si l'enquêteur constate que l'association accréditée a cessé d'exister ou qu'elle déclare par écrit qu'elle ne représente plus la majorité des salariés visés, les deux alinéas précédents s'appliquent.

S'il y a déjà une association accréditée, ou s'il y a plus d'une association de salariés requérante, le commissaire

of 1969, is amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs:

"If the employer refuses his agreement on the bargaining unit applied for, he must give his reasons therefor to the investigator, who shall record them in the report made to the labour commissioner-general. If the employer neglects or refuses to communicate the reasons for his disagreement to the investigator, the investigator may grant certification based on the bargaining unit applied for by the association if the association also has the required representative character.

If the investigator ascertains that there is disagreement between the association and the employer on certain persons contemplated by the petition and that the association none the less has the required representative character, he shall certify it immediately. At the same time, the investigator shall make a report on the disagreement hereinabove to the labour commissioner-general and send a copy of it to the parties. The labour commissioner-general shall then refer the matter to a labour commissioner. Such disagreement shall not have the effect of preventing the making of a collective agreement.

If a certified association already exists, the labour commissioner may request an investigator to verify if the certified association still exists or if it still claims that it represents the majority of the group for which it was certified. If the investigator ascertains that the certified association has ceased to exist or it declares in writing that it no longer represents the majority of the employees contemplated, the two preceding paragraphs apply.

If a certified association already exists, or if there is more than one petitioning association of employees,

général du travail doit saisir de l'affaire un commissaire du travail.»

16. L'article 24c dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**24c.** Si l'enquêteur ne vient pas à la conclusion que l'association de salariés jouit du caractère représentatif requis, s'il n'y a pas accord entre l'employeur et l'association sur l'unité de négociation, ou si l'enquêteur constate qu'il y a entre 35% et 50% des salariés dans l'unité de négociation qui sont membres de l'association de salariés, il doit faire un rapport sommaire de son enquête au commissaire général du travail et en transmettre une copie aux parties. L'enquêteur doit, dans ce rapport, indiquer les raisons pour lesquelles il n'a pas accordé l'accréditation et indiquer le pourcentage des salariés dans l'unité de négociation qui sont membres de l'association de salariés.»

17. L'article 24d dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**24d.** Dès qu'il a interrompu l'enquête de l'enquêteur en vertu de l'article 24b ou dès qu'il a reçu le rapport de l'enquêteur visé l'article 24c, le commissaire général du travail doit saisir de l'affaire le commissaire du travail qu'il désigne et le charger d'accorder ou refuser la demande d'accréditation.

Dans le cas prévu à l'article 24b, le commissaire du travail saisi de l'affaire ne peut accorder l'accréditation s'il est

the labour commissioner-general shall refer the matter to a labour commissioner.»

16. Section 24c of the said Code, enacted by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following section:

“**24c.** If the investigator does not come to the conclusion that the association of employees has the representative character required, or if there is not agreement between the employer and the association on the bargaining unit, or if the investigator ascertains that between 35 per cent and 50 per cent of the employees in the bargaining unit are members of the association of employees, he shall make a summary report of his investigation to the labour commissioner-general and send a copy of it to the parties. In such report, the investigator shall state the reasons for which he did not grant certification and indicate the percentage of employees in the bargaining unit who are members of the association of employees.”

17. Section 24d of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**24d.** As soon as he has suspended the investigator's investigation under section 24b or received the investigator's report contemplated in section 24c, the labour commissioner-general must refer the matter to the labour commissioner whom he designates and direct him to grant or refuse the application for certification.

In the case provided for in section 24b, the labour commissioner seized of the matter shall not grant the certification

établi à sa satisfaction que l'association de salariés n'a pas respecté l'article 11.»

18. L'article 24*e* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, des alinéas suivants:

« Si, après étude du rapport de l'enquêteur prévu à l'article 24*c*, le commissaire du travail saisi de l'affaire est convaincu qu'il y a entre 35% et 50% des salariés dans l'unité de négociation qui sont membres de l'association de salariés requérante, il doit ordonner un vote au scrutin secret pour s'assurer du caractère représentatif de l'association de salariés et rendre sa décision conformément à l'article 24*g*.

Il doit aussi ordonner un vote au scrutin secret s'il y a déjà une association accréditée ou s'il y a plus d'une association de salariés requérante, lorsque l'une d'elles groupe au moins 35% des salariés de l'employeur et qu'aucune autre n'en groupe plus de 50%. »

19. L'article 24*f* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« Le commissaire du travail peut tenir compte du rapport de l'enquêteur visé à l'article 24*c*.

Il peut aussi faire effectuer par un enquêteur toute étude, recherche ou sondage nécessaire pour apprécier la qualité des adhésions et pouvoir décider du caractère représentatif d'une association de salariés. »

20. L'article 24*g* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

if it is established to his satisfaction that the association of employees has not complied with section 11.»

18. Section 24*e* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by adding, after the second paragraph, the following paragraphs:

“If, after consideration of the report of the investigator provided for in section 24*c*, the labour commissioner seized of the matter is convinced that between 35 per cent and 50 per cent of the employees in the bargaining unit are members of the petitioning association of employees, he must order a vote by secret ballot to assure himself of the representative character of the association of employees and render his decision in accordance with section 24*g*.

He must also order a vote by secret ballot if a certified association already exists or if there is more than one petitioning association of employees, when one of them comprises at least 35 per cent of the employees of the employer and when no other association comprises more than 50 per cent.”

19. Section 24*f* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by adding, at the end, the following paragraphs:

“The labour commissioner may take into account the report of the investigator contemplated in section 24*c*.

He may also direct an investigator to conduct any study, research or survey necessary to assess the nature of the membership and decide whether an association is representative of the employees.”

20. Section 24*g* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

«**24g.** Sitôt son enquête terminée ou au plus tard dans les cinq jours suivants, le commissaire du travail doit rendre sa décision à l'effet d'accorder ou de refuser l'accréditation et, le cas échéant, décrire l'unité de négociation appropriée.»

21. L'article 24*h* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**24h.** Le dossier de l'enquête comprend les pièces et documents qui ont été déposés, l'enregistrement ou la sténographie des témoignages ainsi que la décision du commissaire du travail. Il ne comprend pas la liste des membres des associations en cause non plus que les pièces ou documents qui identifient l'appartenance d'un salarié à une association de salariés.»

22. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 24*i*, du suivant:

«**24j.** Aux fins de l'établissement du caractère représentatif d'une association de salariés ou de la vérification du caractère représentatif d'une association accréditée, une personne est reconnue membre de cette association lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes:

a) elle est un salarié compris dans l'unité de négociation dont il s'agit;

b) elle a signé une formule d'adhésion dûment datée;

c) elle a payé personnellement à titre de cotisation syndicale, une somme d'au moins \$2 dans les douze mois précédant le dépôt de la requête en accréditation ou de sa mise à la poste par courrier recommandé ou certifié;

“**24g.** As soon as he has terminated his investigation or, at the latest, within the five following days, the labour commissioner shall render his decision either to grant or refuse the certification and, where such is the case, describe the appropriate bargaining unit.”

21. Section 24*h* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**24h.** The record of the investigation shall include the exhibits and documents which have been produced, the recording or stenography of the testimony and the decision of the labour commissioner. It shall not include the list of members of the associations concerned nor the exhibits or documents which identify the association of employees to which the employee belongs.”

22. The said Code is amended by inserting, after section 24*i*, the following:

“**24j.** For the purposes of establishing the representative character of an association of employees or assessing the representative character of a certified association, a person shall be recognized as a member of such association when he meets the following conditions:

(a) he is an employee included in the bargaining unit concerned;

(b) he has signed an application for membership, duly dated;

(c) he has personally paid as union dues, an amount of not less than \$2 within the twelve months preceding the filing of the petition for certification or its mailing by registered or certified mail;

d) elle a rempli les conditions prévues aux paragraphes a à c le ou avant le jour du dépôt de la requête ou de sa mise à la poste par courrier recommandé ou certifié.

L'enquêteur, le commissaire du travail ou le tribunal ne doivent tenir compte d'aucune autre condition d'adhésion exigible selon les statuts et règlements de cette association de salariées.»

23. L'article 25 dudit code, modifié par l'article 13 du chapitre 47 et l'article 15 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Toutefois, si plusieurs associations de salariées prétendent ou veulent représenter un même groupe de salariées, l'enquêteur chargé d'enquêter pour un commissaire du travail peut procéder au scrutin lorsqu'il constate que les associations en présence groupent la majorité absolue des salariées qui font partie de l'unité de négociation, qu'elles ont consenti par écrit au scrutin et qu'il y a un accord écrit de l'employeur sur l'unité de négociation. L'enquêteur fait ensuite rapport du résultat du scrutin au commissaire du travail chargé de l'affaire.»

24. L'article 30 dudit code, modifié par l'article 17 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Dans l'un ou l'autre de ces cas, le commissaire du travail peut demander à un enquêteur de faire enquête. Ce dernier dresse alors un rapport de ses constatations et l'envoie aux parties. Si les parties acceptent par écrit le rapport de l'enquêteur, le commissaire peut décider sur la seule foi du rapport de l'enquêteur sans devoir convoquer les parties en audition.»

(d) he has met the conditions provided for in subparagraphs a to c on or before the day of the filing of the petition or its mailing by registered or certified mail.

The investigator, the labour commissioner or the Court shall not take account of any other condition of membership exigible under the constitution and by-laws of such association of employees."

23. Section 25 of the said Code, amended by section 13 of chapter 47 and section 15 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by adding the following paragraph:

"However, if several associations of employees claim or wish to represent the same group of employees, the investigator entrusted with an investigation for a labour commissioner may proceed with the vote when he ascertains that the associations concerned comprise the absolute majority of the employees belonging to the bargaining unit, that they have consented to the vote in writing and there is a written agreement of the employer on the bargaining unit. The investigator shall then make a report of the result of the vote to the labour commissioner entrusted with the matter."

24. Section 30 of the said Code, amended by section 17 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by adding the following paragraph:

"In either case, the labour commissioner may request an investigator to make an investigation. Such investigator shall draw up a report of his findings and send it to the parties. If the parties accept in writing the report of the investigator, the commissioner may decide on the basis of the investigator's report alone without having to call the parties for a hearing."

25. L'article 31 dudit code, modifié par l'article 18 du chapitre 47 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**31.** Une requête en accréditation ne peut être renouvelée avant trois mois de son rejet par un commissaire du travail ou d'un désistement produit par une association requérante sauf s'il s'agit d'un désistement produit à la suite d'une fusion de corporations municipales ou scolaires, d'une intégration de personnel dans une communauté urbaine ou de la création d'une commission de transport.»

26. L'article 32 dudit code, modifié par l'article 19 du chapitre 47 et l'article 17 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**32.** Un commissaire du travail peut, au temps fixé au paragraphe *c* ou *d* de l'article 21, révoquer l'accréditation d'une association qui:

- a*) a cessé d'exister, ou
- b*) ne groupe plus la majorité absolue des salariés qui font partie de l'unité de négociation pour laquelle elle a été accréditée.

Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 24*e*, un employeur peut, dans le délai prévu à l'alinéa précédent, demander au commissaire du travail de vérifier si l'association existe encore ou si elle représente encore la majorité absolue des salariés qui font partie de l'unité de négociation pour laquelle elle a été accréditée.

Le commissaire du travail qui a demandé à un enquêteur de vérifier le caractère représentatif de l'association envoie une copie du rapport de l'enquêteur au requérant, à l'association et à l'employeur. Les intéressés peuvent contester auprès du commissaire du

25. Section 31 of the said Code, amended by section 18 of chapter 47 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**31.** A petition for certification shall not be renewed within three months of its refusal by a labour commissioner or withdrawal by a petitioning association unless the withdrawal occurs following a union or amalgamation of school or municipal corporations, an integration of personnel in an urban community or the establishment of a transit commission.”

26. Section 32 of the said Code, amended by section 19 of chapter 47 and section 17 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**32.** A labour commissioner may, at the time fixed in paragraph *c* or *d* of section 21, cancel a certification of an association that:

- (*a*) has ceased to exist, or
- (*b*) no longer comprises the absolute majority of the employees of the bargaining unit for which it was certified.

Notwithstanding the second paragraph of section 24*e*, an employer may, within the delay provided for in the preceding paragraph, request the labour commissioner to examine whether the association still exists or whether it still represents the absolute majority of the employees belonging to the bargaining unit for which it was certified.

A labour commissioner who has requested an investigator to examine the representative character of the association shall send a copy of the investigator's report to the petitioner, the association and the employer. The interested parties may contest the

travail le rapport de l'enquêteur dans les 10 jours de la réception de ce rapport, à défaut de quoi le commissaire du travail peut décider sans convoquer les parties en audition.»

27. L'article 33 dudit code, remplacé par l'article 20 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 18 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**33.** À la suite d'une requête en accréditation, en révision ou en révocation d'accréditation, le commissaire du travail saisi de l'affaire ou un commissaire du travail désigné à cet effet par le commissaire général du travail peut ordonner la suspension des négociations et du délai pour l'exercice du droit de grève ou de lock-out et empêcher le renouvellement d'une convention collective.

En ce cas, les conditions de travail prévues dans la convention collective demeurent en vigueur et l'article 48 s'applique jusqu'à la décision du commissaire du travail saisi de la requête en accréditation, en révision ou en révocation d'accréditation.

Une telle décision en est une qui ne termine pas une affaire.»

28. L'article 38 dudit code est remplacé par le suivant:

«**38.** Un employeur doit retenir sur le salaire de tout salarié qui est membre d'une association accréditée le montant spécifié par cette association à titre de cotisation.

Il doit, de plus, retenir sur le salaire de tout autre salarié faisant partie du groupe pour lequel cette association a été accréditée, un montant égal à celui prévu au premier alinéa.

report of the investigator before the labour commissioner within 10 days of receiving it, failing which the labour commissioner may decide without calling the parties for a hearing.”

27. Section 33 of the said Code, replaced by section 20 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 18 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**33.** Following a petition for certification or for reconsideration or cancellation of certification, the labour commissioner seized of the matter or a labour commissioner designated to that effect by the labour commissioner-general may order the suspension of negotiations and of the delay for exercising the right to strike or to a lock-out and prevent the renewal of a collective agreement.

In such case, the conditions of employment specified in the collective agreement remain in force and section 48 applies until the decision of the labour commissioner seized of the petition for certification, reconsideration or cancellation of certification is rendered.

Such a decision does not terminate a matter.”

28. Section 38 of the said Code is replaced by the following:

“**38.** An employer must withhold from the salary of any employee who is a member of a certified association the amount stated as an assessment by such association.

He must, also, withhold from the salary of any other employee who is a member of the group in respect of which such association was certified, an amount equal to the amount provided for in the first paragraph.

L'employeur est tenu de remettre mensuellement à l'association accréditée les montants ainsi retenus avec un état indiquant le montant prélevé de chaque salarié et le nom de celui-ci. »

29. L'article 39 dudit code, modifié par l'article 25 du chapitre 47 et l'article 21 du chapitre 48 des lois de 1969, est abrogé.

30. L'article 39a dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**39a.** Un commissaire du travail peut réviser ou révoquer toute décision ou tout ordre rendu pourvu que, dans les cas où il peut y avoir appel, il n'ait pas été interjeté appel au tribunal de la décision ou de l'ordre et que le tribunal n'ait pas encore disposé de l'appel.

Une partie peut demander cette révision ou cette révocation dans les cas suivants:

1. Lorsqu'il a été prononcé au-delà des conclusions ou qu'il a été omis de statuer sur un des chefs de la demande;

2. Lorsque la décision ou l'ordre a été rendu sur des pièces dont la fausseté n'a été découverte que depuis;

3. Lorsque, depuis la décision ou l'ordre, il a été découvert des pièces décisives dont la production avait été empêchée par une circonstance de force majeure ou le fait de la partie adverse;

4. Lorsque, depuis la décision ou l'ordre, il a été découvert une preuve et qu'il appert:

a) que si elle avait été apportée à temps, la décision ou l'ordre eût probablement été différent;

The employer must remit monthly to the certified association the amounts so withheld with a statement indicating the amount taken from each employee and the employee's name."

29. Section 39 of the said Code, amended by section 25 of chapter 47 and section 21 of chapter 48 of the statutes of 1969, is repealed.

30. Section 39a of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 22 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

“**39a.** A labour commissioner may reconsider or cancel any decision or order provided that, in cases where there may be an appeal, an appeal has not been brought to the Court from the decision or order or the Court has not yet disposed of the appeal.

Any party may request such revision or cancellation in the following cases:

(1) When the decision or order goes beyond the conclusions or when it has failed to rule on one of the essential grounds of the petition;

(2) When the decision or order has been made upon documents whose falsity has only been discovered since;

(3) When, since the decision or order, decisive documents have been discovered whose production had been prevented by a circumstance of irresistible force or because of the act of the adverse party;

(4) When, since the decision or order, new evidence has been discovered and it appears that:

(a) if it had been brought forward in time, the decision or order would probably have been different;

b) qu'elle n'était connue ni de la partie, ni de son procureur ou agent; et

c) qu'elle ne pouvait pas, avec toute la diligence raisonnable, être découverte en temps utile.

Toutefois, un commissaire du travail peut corriger, d'office, toute décision ou ordre entaché d'erreur d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur matérielle. »

31. L'article 39*b* dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 23 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots «pour cause».

32. L'article 39*c* dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 24 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**39c.** Le commissaire du travail doit rendre par écrit et motiver toute décision qui termine une affaire dans les matières de son ressort et faire parvenir sans délai au commissaire général du travail l'original de la décision que ce dernier conserve dans son greffe.

Le commissaire général du travail transmet sans délai aux parties une copie conforme de la décision. »

33. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 39*c*, du suivant:

«**39d.** Les décisions des commissaires du travail ou des enquêteurs, certifiées conformes par le commissaire général du travail ou par une personne dûment autorisée par lui sont authentiques. Il en est de même des documents

(*b*) it was known neither to the party nor to his attorney or agent; and

(*c*) it could not, with all reasonable diligence, have been discovered in time.

However, a labour commissioner may correct *ex officio*, any decision or order in which there is an error in writing or calculation or any other clerical error."

31. Section 39*b* of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 23 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by striking out the words "for cause" in the third line of the first paragraph.

32. Section 39*c* of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 24 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

«**39c.** The labour commissioner must render in writing and give the reasons on which he bases every decision terminating a case in matters of his jurisdiction and send forthwith to the labour commissioner-general the original of the decision, which the latter shall file in his records.

The labour commissioner-general shall send forthwith a true copy of the decision to the parties."

33. The said Code is amended by inserting, after section 39*c*, the following section:

«**39d.** The decisions of labour commissioners or of investigators that are certified true by the labour commissioner-general or by a person duly authorized by him are authentic. The same applies to documents or copies

ou des copies émanant du bureau du commissaire général du travail ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le commissaire général du travail ou une personne dûment autorisée par ce dernier.»

34. L'article 40 dudit code, remplacé par l'article 27 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 25 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**40.** L'association accréditée avise par écrit l'employeur, ou celui-ci avise par écrit l'association accréditée, que ses représentants sont prêts à rencontrer l'autre partie ou ses représentants pour la conclusion d'une convention collective.

Une partie à une convention collective peut donner cet avis dans les quatre-vingt-dix jours précédant l'expiration de la convention, à moins qu'un autre délai n'y soit prévu.

L'association accréditée ou l'employeur peut donner cet avis dans les quatre-vingt-dix jours précédant l'expiration d'une sentence arbitrale tenant lieu de convention collective.

«**40a.** La partie qui donne un avis en vertu de l'article 40 doit en envoyer une copie au ministre le même jour. Ce dernier informe sans délai les deux parties de la date où il a reçu une copie de cet avis.

«**40b.** Si aucun avis n'est donné suivant l'article 40, l'avis prévu audit article est réputé avoir été donné le jour de l'expiration de la convention collective ou de la sentence arbitrale en tenant lieu.

emanating from the office of the labour commissioner-general or forming part of its records when they are signed by the labour commissioner-general or a person duly authorized by him.”

34. Section 40 of the said Code, replaced by section 27 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 25 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following sections:

“**40.** The certified association shall notify the employer in writing, or the latter shall notify the certified association in writing that its or his representatives are ready to meet the other party or his or its representatives for the purpose of making a collective agreement.

A party to a collective agreement may give such a notice within the ninety days preceding the expiration of the agreement, unless another delay is provided for therein.

The certified association or the employer may give such notice within the ninety days preceding the expiration of an arbitration award made in lieu of a collective agreement.

“**40a.** The party who sends a notice under section 40 must send copy thereof to the Minister on the same day. The latter shall immediately inform both parties of the date he received copy of such notice.

“**40b.** If no notice is given in accordance with section 40, the notice provided for in the said section is deemed to have been given on the day of the expiration of the collective agreement or of the arbitration award made in lieu of it.

Si l'association de salariées nouvellement accréditée n'a pas donné un semblable avis, l'avis est réputé avoir été donné quatre-vingt-dix jours après la date d'obtention de l'accréditation.

Copie de l'avis est réputée avoir été reçue par le ministre le même jour où l'avis est réputé avoir été donné.

En tout temps, le tribunal peut, sur simple demande de tout intéressé, déterminer la date d'expiration de la convention collective lorsque cette date n'y est pas clairement indiquée. À cet effet, la date du dépôt de la convention collective effectué selon l'article 60 doit servir de point de départ à son entrée en vigueur.»

35. Les articles 41 à 46 dudit code sont remplacés par les suivants:

«**41.** La phase des négociations commence à compter du moment où l'avis a été donné suivant l'article 40 ou est réputé avoir été donné suivant l'article 40*b*.

Les négociations doivent commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

«**42.** À toute phase des négociations, l'une ou l'autre des parties peut demander au ministre de désigner un conciliateur pour les aider à effectuer une entente.

Avis de cette demande doit être donné le même jour à l'autre partie.

Sur réception de cette demande, le ministre doit désigner un conciliateur.

«**43.** À toute phase des négociations, le ministre peut, d'office, désigner un conciliateur; il doit alors informer les parties de cette nomination.

If the newly certified association has not given such a notice, the notice is deemed to have been given ninety days after the date the association obtained certification.

Copy of the notice is deemed to have been received by the Minister on the same day the notice is deemed to have been given.

At all times, the Court may, on a mere request by any interested person, determine the date of expiration of a collective agreement when such date is not clearly indicated. To that effect, the date of the filing of the collective agreement made in accordance with section 60 must serve as the starting point of its coming into force."

35. Sections 41 to 46 of the said Code are replaced by the following sections:

«**41.** The negotiating stage begins once notice has been given in accordance with section 40 or is deemed to have been given in accordance with section 40*b*.

Negotiations must be begun and carried on diligently and in good faith.

«**42.** At any stage of the negotiations, either of the parties may request the Minister to designate a conciliation officer to assist them in reaching an agreement.

Notice of such request must be given to the other party on the same day.

Upon receiving such request, the Minister must designate a conciliation officer.

«**43.** At any stage of the negotiations, the Minister may, *ex officio*, designate a conciliation officer; he must then inform the parties of such appointment.

«**44.** Les parties sont tenues d'assister à toute réunion où le conciliateur les convoque.

«**45.** Le conciliateur fait rapport au ministre à la demande de ce dernier.

«**46.** Le droit à la grève ou au lock-out est acquis quatre-vingt-dix jours après la réception par le ministre de la copie de l'avis qui lui a été transmise suivant l'article 40*a* ou qu'il est réputé avoir reçue suivant l'article 40*b*, à moins qu'une convention collective ne soit intervenue entre les parties ou à moins que celles-ci ne décident d'un commun accord de soumettre leur différend à un conseil d'arbitrage.»

36. L'article 47 dudit code, modifié par l'article 28 du chapitre 47 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«**47.** À compter du dépôt d'une requête en accréditation d'une association, ou à compter de l'avis de négociation prévu aux articles 40 et 40*b* s'il s'agit d'une association déjà accréditée, et tant que le droit au lock-out n'est pas acquis, un employeur ne doit pas, sans le consentement écrit de l'association requérante ou accréditée, selon le cas, ou une sentence arbitrale, modifier les conditions de travail de ses salariés et il est tenu, s'il est alors lié par une convention collective, de continuer à s'y conformer.»

37. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 49, du suivant:

«**49*a*.** Dans le cas d'une exploitation forestière, une association accréditée est subrogée de plein droit dans tous les droits et obligations résultant d'une

«**44.** The parties are bound to attend any meeting to which the conciliation officer calls them.

«**45.** The conciliation officer shall make a report to the Minister if he so requests.

«**46.** The right to strike or to a lock-out shall be acquired ninety days after reception by the Minister of a copy of the notice sent to him in accordance with section 40*a* or that he is deemed to have received in accordance with section 40*b*, unless a collective agreement has intervened between the parties or unless, by mutual consent, they decide to submit their dispute to a council of arbitration.»

36. Section 47 of the said Code, amended by section 28 of chapter 47 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

«**47.** From the filing of a petition for certification of an association, or from the notice of negotiation provided for in sections 40 and 40*b* in the case of an association already certified and as long as the right to a lock-out is not acquired, no employer shall without the written consent of the petitioning or certified association, as the case may be, or an arbitration award, change the conditions of employment of his employees, and he must, if he is then bound by a collective agreement, continue to comply therewith.»

37. The said Code is amended by inserting after section 49, the following section:

«**49*a*.** In the case of a logging operation, a certified association is subrogated of right in all the rights and obligations arising from a collective agree-

convention collective en vigueur conclue par une autre association, y compris le précompte des cotisations syndicales. Cependant, elle ne peut mettre fin à cette convention collective ou la déclarer non avenue.»

38. L'article 50 dudit code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toute disposition qui a pour effet d'obliger un employeur à renvoyer un salarié pour la seule raison que l'association accréditée a refusé ou différé d'admettre ce salarié comme membre ou l'a suspendu ou exclu de ses rangs est réputée non écrite, sauf s'il s'agit du cas d'un salarié qui a participé à une activité contre cette association ou pour le compte d'une association rivale à l'instigation ou avec l'aide directe ou indirecte de son employeur ou d'une personne agissant pour ce dernier.»

39. L'article 51 dudit code est abrogé.

40. L'article 60 dudit code, remplacé par l'article 32 du chapitre 47 et l'article 27 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié:

a) par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Le commissaire général du travail peut, par règlement, modifier le nombre d'exemplaires ou de copies conformes à déposer suivant l'alinéa précédent; il peut, de la même manière, établir les modalités particulières pour le dépôt d'une convention collective applicable à plusieurs employeurs ou à plusieurs associations accréditées.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«La partie qui fait ce dépôt doit indiquer le nombre de salariés régis par la convention collective et se conformer

ment in force made by another association, including the deductions of union contributions. However, it may terminate such collective agreement or declare it void.»

38. Section 50 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following:

“Any provision having for effect to require an employer to dismiss an employee for the sole reason that the certified association has refused or deferred his admission as a member, has suspended his membership or excluded him from the association is deemed not written, except in the case of an employee who has participated in an activity against such association or for the account of a rival association at the instigation or with the direct or indirect assistance of his employer or a person acting on behalf of his employer.”

39. Section 51 of the said Code is repealed.

40. Section 60 of the said Code, replaced by section 32 of chapter 47 and section 27 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended:

(a) by inserting after the first paragraph, the following:

“The labour commissioner-general may, by regulation, change the number of exemplars or true copies to be filed in accordance with the preceding paragraph; he may, in the same manner, establish the particular terms and conditions for the filing of a collective agreement applicable to several employers or several certified associations.”;

(b) by replacing the third paragraph by the following:

“The party so filing must indicate the number of employees governed by the collective agreement and comply with

aux autres dispositions réglementaires établies à cet effet.»

41. L'article 61 dudit code, modifié par l'article 33 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, du mot «soixante» par les mots «quatre-vingt-dix».

42. L'article 65 dudit code est remplacé par le suivant:

«**65.** Le ministre nomme membres du conseil d'arbitrage les personnes désignées par chaque partie dans la demande ou à défaut, les désigne d'office.

Il nomme également le greffier.»

43. L'article 77 dudit code est modifié par l'addition, à la fin, des mots «et au commissaire général du travail».

44. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 81, de la section, de l'intitulé et des articles suivants:

«SECTION I A

«DE LA PREMIÈRE CONVENTION COLLECTIVE

«**81a.** Dans le cas de la négociation d'une première convention collective, une partie peut demander au ministre de soumettre le différend à un conseil d'arbitrage lorsque:

a) l'intervention du conciliateur s'est avérée infructueuse; et

b) les parties ne parviennent pas à mettre fin à une grève ou à un lock-out.

«**81b.** La demande au ministre doit lui être faite par écrit, dont copie doit être transmise en même temps à l'autre partie.

the other regulatory provisions established to that effect.”

41. Section 61 of the said Code, amended by section 33 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the word “sixty” in the eighth line by the word “ninety”.

42. Section 65 of the said Code is replaced by the following section:

“**65.** The Minister shall appoint as members of the council of arbitration the persons designated in the application by each party or, failing such, designate them *ex officio*.

He shall also appoint a clerk.”

43. Section 77 of the said Code is amended by adding, at the end, the words “and to the labour commissioner-general”.

44. The said Code is amended by inserting, after section 81, the following division, heading and sections:

“DIVISION I A

“FIRST COLLECTIVE AGREEMENT

“**81a.** Where a first collective agreement is negotiated, a party may apply to the Minister to submit the dispute to a council of arbitration when:

(a) the intervention of the conciliator was not successful; and

(b) the parties do not succeed in ending a strike or a lock-out.

“**81b.** The application to the Minister must be in writing and a copy of it must be sent to the other party at the same time.

«**81c.** Le ministre peut, sur réception de la demande, charger une personne d'enquêter dans le différend et de lui faire rapport sur l'état du différend, compte tenu du comportement des parties eu égard à l'article 41.

Aux fins de son enquête, cette personne est investie de tous les pouvoirs, immunité et privilèges d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

«**81d.** Sur réception du rapport, le ministre peut charger un conseil d'arbitrage de déterminer le contenu de la première convention collective s'il est d'avis que sur la foi du rapport, la grève ou le lock-out ne pourra être réglé dans un délai raisonnable.

«**81e.** Les articles 63 à 79 et 81 s'appliquent au conseil d'arbitrage prévu à la présente section.

«**81f.** La sentence arbitrale lie les parties pour un an.»

45. L'article 82 dudit code, modifié par l'article 35 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes, des mots «sur le rapport du conciliateur» par les mots «à la demande d'une partie. Le ministre peut d'office déférer le différend à un conseil d'arbitrage au moment où il le juge opportun.»

46. L'article 88 dudit code, remplacé par l'article 36 du chapitre 47 et l'article 28 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié:

a) par le remplacement, dans la quatrième ligne et dans la cinquième ligne, des mots «les parties» par les mots «l'association accréditée et l'employeur»;

“**81c.** The Minister may, upon receipt of the application, entrust a person to inquire into the dispute and to report to him on the state of the matter, taking into account the behaviour of the parties as regards section 41.

For the purposes of his inquiry, such person shall be vested with all the powers, immunity and privileges of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act.

“**81d.** Upon receiving the report, the Minister may entrust a council of arbitration to determine the content of the first collective agreement if he is of opinion, basing himself on the report, that the strike or lock-out cannot be settled within a reasonable delay.

“**81e.** Sections 63 to 79 and 81 apply to the council of arbitration provided for in this division.

“**81f.** The arbitration award binds the parties for one year.”

45. Section 82 of the said Code, amended by section 35 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “upon the report of the conciliation officer” in the sixth line by the words “on application of one of the parties. The Minister may, *ex officio*, refer the dispute to a council of arbitration at the time he considers it appropriate.”

46. Section 88 of the said Code, replaced by section 36 of chapter 47 and section 28 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended:

(a) by replacing the word “parties” in the fourth line and in the sixth line by the words “certified association and the employer”;

b) par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes de la version anglaise, des mots «arbitration officer» par le mot «arbitrator»;

c) par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«La présente section s'applique à tout arbitre des griefs ou commission d'arbitrage des griefs prévu dans une convention collective, ainsi qu'à tout arbitre des griefs choisi par l'association accréditée et l'employeur ou nommé par le ministre.

Sauf disposition contraire, les dispositions de la présente section prévalent, en cas d'incompatibilité, sur les dispositions de toute convention collective.

Le deuxième alinéa de l'article 66 s'applique, *mutatis mutandis*, à la présente section.»

47. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 88, des articles suivants:

«**88a.** L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs ne doit avoir aucun intérêt dans un grief qui lui est soumis. Notamment, il ne doit pas avoir agi à titre d'agent d'affaires, de procureur, de conseiller ou de représentant d'une des parties dans la négociation de la convention collective donnant ouverture au grief, dans l'application de cette convention ou dans la négociation de son renouvellement.

«**88b.** L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs qui connaît cause valable de récusation en sa personne est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, de la déclarer par un écrit versé au dossier.

La partie qui sait cause de récusation contre l'arbitre des griefs ou le prési-

(b) by replacing the words "arbitration officer" in the fifth and sixth lines of the English text by the word "arbitrator";

(c) by adding, at the end, the following paragraphs:

"This division applies to any arbitrator on grievances or any arbitration board on grievances provided for in a collective agreement as well as to any arbitrator on grievances selected by the certified association and the employer or appointed by the Minister.

Except where provided to the contrary, the provisions of this division prevail over the provisions of any collective agreement in case of incompatibility.

The second paragraph of section 66 applies, *mutatis mutandis*, to this division."

47. The said Code is amended by inserting, after section 88, the following sections:

«**88a.** The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must not have any interest in a grievance submitted to him. In particular, he shall not have acted as business agent, attorney, adviser or representative of any of the parties to the negotiation of the collective agreement from which the grievance arises, in the application of such agreement or in the negotiation for its renewal.

«**88b.** The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances who is aware of a ground of recusation to which he is liable is bound, without waiting until it is invoked, to make and file in the record a written declaration of it.

A party who is aware of a ground of recusation against the arbitrator on

dent de la commission d'arbitrage des griefs doit faire de même sans délai.

Les parties peuvent renoncer par un écrit versé au dossier à leur droit de récusation, mais celui en qui existe cause de récusation peut s'abstenir de siéger même si la récusation n'est pas proposée.

«**88c.** Une partie peut adresser au tribunal une requête en récusation, avec avis de trois jours signifié à l'autre partie et à la personne dont on demande la récusation. À l'expiration de ce délai, un juge du tribunal décide de la requête à moins que la personne dont on demande la récusation n'ait consenti à se récuser par un écrit versé au greffe du tribunal.

Depuis la signification de la requête en récusation et jusqu'à ce qu'il en soit décidé, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit suspendre l'enquête sur le grief dont il est saisi.

Si la récusation est jugée valable, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs est aussitôt dessaisi de ce grief; si elle est jugée non valable, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut également refuser d'entendre ce grief.

«**88d.** Toute vacance créée par le retrait volontaire ou par la récusation prononcée par le tribunal est remplie suivant la procédure établie pour la nomination initiale.

«**88e.** Aucune personne agissant à titre d'arbitre des griefs ou de membre de la commission d'arbitrage des griefs ne peut être poursuivie en justice en

grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must do likewise, without delay.

The parties may renounce, by a written declaration filed in the record, their right to recuse, but he who is subject to a ground of recusation may refuse to sit, even if recusation is not proposed.

«**88c.** A party may present to the Court a motion of recusation, with notification of three days served upon the other party and the person whose recusation is requested. At the expiry of such delay, a judge of the Court shall decide the motion unless the person whose recusation is requested has consented by a written declaration filed in the office of the Court, to recuse himself.

From the service of the motion of recusation and until it has been decided, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must suspend the investigation on the grievance of which he is seized.

If the recusation is maintained, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall be immediately disseized of such grievance; if it is dismissed, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may also refuse to hear such grievance.

«**88d.** Any vacancy created by the voluntary withdrawal or by the recusation pronounced by the Court shall be filled in accordance with the procedure laid down for the original appointment.

«**88e.** No person acting as arbitrator on grievances or as a member of the arbitration board on grievances may be prosecuted for acts done in good faith

raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

«**88f.** L'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit procéder en toute diligence à l'instruction du grief et, sauf disposition contraire de la convention collective, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés. Dans tous les cas, il doit donner aux parties à la convention collective l'occasion d'être entendues.

«**88g.** À la demande d'une partie, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut assigner par écrit un témoin pour déclarer ce qu'il connaît ou pour produire un document.

Une personne ainsi assignée qui refuse de comparaître, de témoigner ou de produire les documents requis peut y être contrainte et être condamnée selon la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Le témoin assigné a droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure et au remboursement des frais de déplacement et de séjour encourus. Cette taxe est payable par la partie qui a proposé l'assignation, mais la personne qui bénéficie de son salaire durant cette période n'a droit qu'au remboursement des frais de déplacement et de séjour.

L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut exiger et recevoir le serment ou l'affirmation solennelle d'un témoin.

«**88h.** À la demande de l'une des parties, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut visiter les lieux de travail qui se rapportent au grief dont il est saisi.

in the performance of his duties.

“**88f.** The arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances shall proceed with all dispatch with the inquiry into the grievance and, unless otherwise provided in the collective agreement, in accordance with such procedure and mode of proof as he or it deems appropriate. In all cases, he or it must give the parties to the collective agreement an opportunity to be heard.

“**88g.** Upon application of any of the parties, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may summon a witness in writing to testify to what he knows or to file a document.

A person so summoned who refuses to appear, testify or to file the required documents may be compelled to do so and sentenced in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

A summoned witness is entitled to the same taxation as witnesses before the Superior Court and to the reimbursement of the travelling and living expenses incurred. Such taxation is payable by the party who proposed the summons, but the person who receives his salary during such period is entitled only to the reimbursement of travelling and living expenses.

The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may require and administer the oath or solemn affirmation of a witness.

“**88h.** Upon application of any of the parties, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may visit the place of work relating to the grievance he or it is seized of.

Si la demande est accueillie, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit inviter les parties à l'accompagner.

À l'occasion d'une visite des lieux de travail, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut examiner tout bien meuble ou immeuble. Il peut aussi à cette occasion, si les parties présentes y consentent, interroger les personnes qui s'y trouvent.

«**88i.** L'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit rendre une décision à partir de la seule preuve recueillie à l'enquête et selon la règle de droit, à moins que la convention collective ne permette une décision selon l'équité et la bonne conscience.

«**88j.** À moins que la convention collective ne contienne une disposition contraire, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut en matière disciplinaire casser ou modifier la décision de l'employeur et rendre toute ordonnance complémentaire jugée nécessaire en raison d'un tel changement et des circonstances qui entourent l'affaire.

«**88k.** Les parties peuvent à tout moment, s'entendre sur l'une des questions faisant l'objet du grief.

L'accord est consigné à la décision arbitrale, qui ne peut le modifier.»

48. L'article 89 dudit code est remplacé par le suivant:

«**89.** La décision arbitrale est sans appel et lie les parties. Le jugement homologuant la décision arbitrale est sans appel et la décision homologuée est

If the application is accepted, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall invite the parties to accompany him.

When visiting the place of work, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may examine any moveable or immoveable property. He may also on such visit, if the parties present assent to it, interrogate the persons who are there.

“**88i.** Unless the collective agreement provides for a decision based on equity and good conscience, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances shall render a decision based solely on the evidence collected at the inquiry and in accordance with the rules of law.

“**88j.** Unless the collective agreement provides to the contrary, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may, in disciplinary matters, set aside or amend the decision of the employer and make any complementary order deemed necessary by reason of such change and the circumstances concerning the matter.

“**88k.** At any time, the parties may agree upon one of the matters of the grievance.

The agreement shall be recorded in the arbitration decision, which shall not amend it.”

48. Section 89 of the said Code is replaced by the following:

“**89.** The arbitration decision is without appeal and binds the parties. The judgment homologating the arbitration decision is without appeal and

exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement.

Sur présentation au bureau du prothonotaire de la Cour supérieure du district du lieu de l'entreprise en cause d'une copie authentique de la décision arbitrale, la cour peut, sur requête de l'association accréditée, de l'employeur ou de l'intéressé, homologuer la décision avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors session, un juge de la cour a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.»

49. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 89, des suivants:

«**89a.** Toute décision de la commission d'arbitrage des griefs doit être prise à la majorité des voix. À défaut de majorité et à moins que la convention collective n'établisse une règle différente, la décision du président constitue la décision de la commission d'arbitrage des griefs.

«**89b.** La décision arbitrale doit être motivée et rendue par écrit. Elle doit être signée par chacun des membres de la commission d'arbitrage des griefs. Si un membre refuse ou néglige de signer, le président de la commission d'arbitrage des griefs doit en faire mention à la décision et celle-ci a le même effet que si elle avait été signée par tous.

Un membre dissident peut, dans un texte distinct de la décision arbitrale, exposer ses motifs.

the homologated decision is executory at the expiry of fifteen days following the date of the judgment.

Upon production at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district where the undertaking concerned is located of an authentic copy of the arbitration decision, the court may, upon petition of the certified association, employer or interested person, homologate the decision, with costs against the defendant; the decision shall then become executory as any other judgment. During judicial vacation or if the court is not sitting, a judge of the court has the same jurisdiction as the court for the purposes of this section."

49. The said Code is amended by inserting, after section 89, the following sections:

“**89a.** Every decision of the arbitration board on grievances must be made by a majority vote. Failing such majority and unless the collective agreement establishes a different rule, the decision of the chairman shall be the decision of the arbitration board on grievances.

“**89b.** The arbitration decision must state the grounds on which it is based and be rendered in writing. It must be signed by each member of the arbitration board on grievances. If a member refuses or neglects to sign, the chairman of the arbitration board on grievances must mention that fact in the decision, and the latter has the same effect as if it had been signed by all the members.

A dissenting member may, in a text separate from the arbitration decision, give his reasons for dissent.

«**89c.** À défaut d'un délai fixé à la convention collective, la commission d'arbitrage des griefs ou l'arbitre des griefs doit rendre sa décision dans les 60 jours de la nomination du président ou de l'arbitre des griefs à moins que les parties ne consentent par écrit, avant l'expiration du délai à accorder un délai d'un nombre de jours précis.

Le délai requis pour disposer d'une requête en récusation en vertu de l'article 88c n'est pas compté dans les délais ci-dessus.

Au-delà de cette période, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour qu'une telle décision soit rendue dans les meilleurs délais et soit déposée.

L'ordonnance du tribunal est homologuée par la Cour supérieure suivant l'article 18, *mutatis mutandis*.

«**89d.** L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit déposer la décision en deux exemplaires ou copies conformes à l'original au bureau du commissaire général du travail et transmettre en même temps une copie de la décision à chacune des parties. La décision arbitrale prend effet dès son dépôt.

À défaut par l'arbitre des griefs ou par le président de la commission d'arbitrage des griefs de déposer la décision ou de la transmettre aux parties, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour que la décision soit déposée ou transmise aux parties dans les meilleurs délais.

Le dernier alinéa de l'article 89c s'applique.

«**89e.** Le commissaire général du travail ou une personne dûment autori-

«**89c.** If no delay is fixed in the collective agreement, the arbitration board on grievances or the arbitrator on grievances must render its or his decision within 60 days of the appointment of the chairman or the arbitrator on grievances unless the parties consent in writing before the expiry of the delay to grant a delay of a precise number of days.

Any delay necessary to deal with a motion of recusation under section 88c shall not be counted in computing the delays mentioned in the first paragraph.

Beyond such period, the Court may, upon petition of a party, make the order it deems necessary in order that such decision be rendered with the shortest possible delay and filed.

The order of the Court shall be homologated by the Superior Court in accordance with section 18, *mutatis mutandis*.

«**89d.** The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall file the decision in duplicate or in two copies true to the original, with the office of the labour commissioner-general and, at the same time, send a copy of the decision to each party. The arbitration decision shall have effect upon its filing.

If the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances fails to file the decision or to send it to the parties, the Court may, upon petition of a party, make the order it deems necessary in order that such decision may be filed or sent to the parties with the shortest possible delay.

The last paragraph of section 89c applies.

«**89e.** The labour commissioner-general or a person duly authorized by

sée par lui peut certifier conforme toute décision arbitrale qui a été déposée selon l'article 89*d*.»

50. L'article 91 dudit code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots «du tribunal» par les mots «de la commission».

51. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 97, des articles suivants:

«**97a.** Il est interdit à un employeur:

a) d'utiliser les services d'une personne pour remplir les fonctions d'un salarié qui exerce son droit de grève ou qui est lock-outé lorsque cette personne a été embauchée entre le jour où l'avis de négociation a été donné ou est réputé l'avoir été et la fin de la grève ou du lock-out;

b) d'utiliser, dans un établissement où les salariés de l'employeur exercent leur droit de grève ou dans un établissement où un lock-out est en cours, les services d'un salarié qui fait partie de l'unité de négociation alors en grève ou en lock-out à moins:

i. qu'une entente n'intervienne à cet effet entre les parties et dans la mesure où l'entente y pourvoit;

ii. qu'une ordonnance ne soit rendue en vertu de l'article 99; ou

iii. qu'un accord ne soit intervenu ou qu'une décision ne soit rendue aux termes de l'article 7 de la Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail (1975, chapitre 52) dans la mesure où l'accord ou la décision y pourvoit;

c) d'utiliser dans un autre de ses établissements, les services d'un salarié qui exerce son droit de grève ou qui est lock-outé.

him may certify true any arbitration decision filed in accordance with section 89*d*.”

50. Section 91 of the said Code is amended by replacing the word “court” in the fourth line by the word “board”.

51. The said Code is amended by inserting, after section 97, the following sections:

“**97a.** Every employer is prohibited from:

(a) utilizing the services of a person to discharge the duties of an employee exercising his right to strike or locked out when such person was hired between the day notice of negotiation was given, or is deemed to have been, and the end of the strike or lock-out;

(b) utilizing, in an establishment where the employer's employees are exercising their right to strike or in an establishment where a lock-out is in progress, the services of an employee who is a member of the bargaining unit then on strike or locked out unless:

i. an understanding intervenes for that purpose between the parties and to the extent that the understanding so provides;

ii. an order is rendered under section 99; or

iii. an agreement has been reached or a decision rendered under the terms of section 7 of the Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute (1975, chapter 52), to the extent that the agreement or decision so provides;

(c) utilizing in another of his establishments the services of an employee who is exercising his right to strike or who is locked out.

«**97b.** Sur demande, le ministre peut dépêcher un enquêteur chargé de vérifier si l'article 97a est respecté et de lui faire rapport.

L'enquêteur est investi, aux fins de son enquête, de tous les pouvoirs, immunité et privilèges d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête.»

52. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 98, de l'article suivant:

«**98a.** À la fin d'une grève ou d'un lock-out, tout salarié qui a fait grève ou a été lock-outé a le droit de recouvrer son emploi de préférence à toute autre personne.

Un salarié qui a fait grève ou a été lock-outé qui croit que son employeur ne s'est pas conformé au premier alinéa peut, dans les trente jours suivant la fin de la grève ou du lock-out, soumettre une plainte au commissaire général du travail. Les dispositions des articles 14 à 19 s'appliquent alors *mutatis mutandis*.»

53. L'article 107 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 33 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**107.** La partie qui désire en appeler d'une décision d'un commissaire du travail doit en demander la permission à un juge désigné pour présider les audiences du tribunal, par requête signifiée aux autres parties intéressées et produite au greffe du tribunal dans les dix jours de la mise à la poste par courrier recommandé ou certifié de la décision du commissaire du travail ou de sa signification par un enquêteur ou une autre personne. L'appelant doit égale-

«**97b.** Upon application, the Minister may dispatch an investigator to ascertain whether or not section 97a is complied with and make a report to him.

The investigator is vested, for the purpose of his investigation, with the powers, immunity and privileges of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act.»

52. The said Code is amended by inserting, after section 98, the following section:

«**98a.** At the end of a strike or a lock-out, any employee who has been on strike or has been locked out is entitled to recover his employment by priority over any other person.

Any employee having been on strike or locked out who believes that his employer has not complied with the first paragraph may, within thirty days following the end of the strike or lock-out, file a complaint with the labour commissioner-general. Sections 14 to 19 then apply, *mutatis mutandis*.»

53. Section 107 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 33 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

«**107.** The party wishing to appeal from a decision of a labour commissioner must apply for leave therefor from a judge designated to preside over the hearings of the Court, by motion served upon the other interested parties and filed in the office of the Court within ten days of the mailing, by registered or certified mail, of the decision of the labour commissioner or of its service by an investigator or another person. The appellant must also serve

ment signifier cette requête au commissaire général du travail. Ce dernier doit transmettre immédiatement au tribunal le dossier de l'enquête et, sur demande, une copie à chacune des parties. Le commissaire général du travail transmet exclusivement au tribunal toute pièce ou document qui identifie l'appartenance d'un salarié à une association et toute liste des membres des associations en cause qu'il a en sa possession.»

54. L'article 115 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 et l'article 34 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **115.** Le commissaire général du travail, après consultation du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, peut faire tout règlement qu'il juge approprié pour donner effet aux dispositions du présent code dans les matières de son ressort ou du ressort des commissaires du travail ou des enquêteurs, et en particulier pour:

a) la délivrance des permis prévus aux articles 8 et 9;

b) pourvoir à un régime d'accréditation approprié au caractère temporaire et saisonnier des exploitations forestières et des industries de la pêche et de la préparation du poisson et en particulier modifier le délai prévu au paragraphe *d* de l'article 21;

c) modifier le nombre d'exemplaires ou de copies conformes à déposer suivant l'article 60 et établir la procédure à suivre pour ce dépôt et les renseignements que les parties doivent lui fournir à cette occasion;

d) établir des modalités particulières pour le dépôt d'une convention collective applicable à plusieurs employeurs ou à plusieurs associations accréditées;

such motion upon the labour commissioner-general. The latter must send the record of the investigation to the Court forthwith and, upon request, a copy to each party. The labour commissioner-general shall send exclusively to the Court any exhibit or document which identifies the membership of an employee in an association and any list of members of the associations concerned which he has in his possession."

54. Section 115 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 and by section 34 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**115.** After consultation with the Advisory Council on Labour and Manpower, the labour commissioner-general may make any regulation he deems proper to give effect to the provisions of this Code in matters within his jurisdiction or within the jurisdiction of the labour commissioners or the investigators, and in particular:

(a) for the issue of the permits provided for in section 8 or 9;

(b) to provide for a certification system suitable to the temporary and seasonal nature of logging operations and the fishing and fish preparation industries and in particular amend the delay provided for in paragraph *d* of section 21;

(c) to amend the number of duplicates or true copies to be filed in accordance with section 60 and to establish the procedure to be followed for such filing and the information which the parties must furnish him on such occasion;

(d) to determine the special terms and conditions of filing of a collective agreement applicable to several employers or to several certified associations;

e) établir la procédure à suivre pour le dépôt d'une décision arbitrale et les renseignements que l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit fournir sur la durée des étapes de la procédure suivie pour l'arbitrage.»

55. L'article 121 dudit code, remplacé par l'article 39 du chapitre 47 des lois de 1969, est modifié:

a) par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots «un tribunal» par les mots «une commission»;

b) par le remplacement, dans la sixième ligne de la version anglaise, des mots «arbitration officer» par les mots «arbitrator on grievances»;

c) par le remplacement, dans la neuvième ligne du texte français, des mots «de procédures» par les mots «d'actes de procédure».

56. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 124, de l'article suivant:

«**124a.** Quiconque contrevient à l'article 97a commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.»

57. L'article 126 dudit Code, modifié par l'article 40 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les neuvième et dixième lignes, des mots «vingt-cinq à cent dollars et de cent à mille» par les mots «cent à cinq cents dollars et de mille à cinq mille».

58. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 129, de l'article suivant:

(e) to establish the procedure to be followed for the filing of an arbitration decision and the information which the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances must furnish on the delay for each step of the procedure followed for arbitration."

55. Section 121 of the said Code, replaced by section 39 of chapter 47 of the statutes of 1969, is amended:

(a) by replacing the word "court" in the sixth line by the word "board";

(b) by replacing the words "arbitration officer" in the sixth line of the English text by the words "arbitrator on grievances";

(c) by replacing the words "de procédures" in the ninth line of the French text by the words "d'actes de procédure".

56. The said Code is amended by inserting, after section 124, the following section:

"**124a.** Any person who contravenes section 97a is guilty of an offence and is liable to a fine of not more than \$1,000 for every day or part of a day during which the offence continues."

57. Section 126 of the said Code, amended by section 40 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "twenty-five to one hundred dollars and of one hundred to one thousand" in the tenth and eleventh lines by the words "one hundred to five hundred dollars and of one thousand to five thousand".

58. The said Code is amended by inserting after section 129 the following section:

« **129a.** L'employeur qui n'exécute pas l'ordonnance de réintégration et, le cas échéant, de paiement d'une indemnité rendue en vertu de l'article 14 ou par application de l'article 98a commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 par jour de retard. »

59. L'article 131 dudit code, remplacé par l'article 42 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 35 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes du premier alinéa par ce qui suit: « le procureur général, le commissaire général du travail ou une partie intéressée. »

60. L'article 134 dudit code, modifié par l'article 36 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **134.** Aucun acte de procédure fait en vertu du présent code ne doit être considéré comme nul ou rejeté pour vice de forme ou irrégularité de procédure. »;

b) par la suppression du troisième alinéa.

61. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 134, de l'article suivant:

« **134a.** Aux fins du présent code, les articles 6, 7 et 8 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis*. »

Les samedis, les jours non juridiques, les 2 janvier et 26 décembre ne sont pas comptés dans la computation de tout délai fixé par le présent code pour faire une chose, lorsque ce délai n'excède pas dix jours. »

“**129a.** An employer who does not comply with the order of reinstatement and, where such is the case, of payment of an indemnity, made under section 14 or by the application of section 98a is guilty of an offence and is liable to a fine of \$500 dollars for each day of failure to comply.”

59. Section 131 of the said Code, replaced by section 42 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 35 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “chief investigation commissioner or by any” in the second and third lines of the first paragraph by the following: “Attorney-General, the labour commissioner-general or an”.

60. Section 134 of the said Code, amended by section 36 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

“**134.** No proceeding under this Code may be deemed invalid or dismissed by reason of any defect of form or irregularity of procedure.”;

b) by striking out the third paragraph.

61. The said Code is amended by inserting after section 134 the following section:

“**134a.** For the purposes of this Code, articles 6, 7 and 8 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis*. ”

Saturdays, non-judicial days, 2 January and 26 December are not counted in computing any delay fixed by this Code to do any thing, when such delay does not exceed ten days.”

62. Le paragraphe *d* de l'article 21 et l'article 32 dudit code, tels qu'ils se lisaient avant leur modification ou remplacement par les articles 11 et 26 de la présente loi, continuent de s'appliquer à une unité de négociation pour laquelle une convention collective expire dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

63. Un droit d'entrée payé à une association dans les neuf mois précédant l'entrée en vigueur de la présente loi est considéré, jusqu'à concurrence d'un dollar, comme une cotisation syndicale au sens du paragraphe *c* de l'article 24*j* dudit code aux fins de toute requête en accréditation déposée ou mise à la poste par courrier recommandé ou certifié dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

64. Les modifications apportées par la présente loi aux articles 20, 24*a*, 24*c*, 25, 30 et 32 du Code du travail s'appliquent aux seules requêtes déposées après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois, une association déjà accréditée au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi peut se prévaloir des modifications apportées par ladite loi au troisième alinéa de l'article 20 du Code du travail, mais uniquement dans les délais prévus à l'article 21 dudit Code.

65. Toute association de salariés accréditée ou ayant adressé une requête en accréditation avant l'entrée en vigueur de la présente loi doit se conformer à l'article 19*a* du Code du travail, édicté par l'article 8 de la présente loi, dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de ladite loi.

66. Les articles 40 à 46 dudit code, tels qu'ils se lisaient avant leur remplacement par les articles 34 et 35 de la pré-

62. Paragraph *d* of section 21 and section 32 of the said Code, as they read before their amendment or replacement by sections 11 and 26 of this act, continue to apply to a bargaining unit in respect of which a collective agreement expires within ninety days of the coming into force of this act.

63. An entrance fee paid to an association within nine months preceding the coming into force of this act is considered, up to one dollar, to be union dues within the meaning of paragraph *c* of section 24*j* of the said Code for the purpose of any petition for certification filed or sent by registered or certified mail within three months following the coming into force of this act.

64. The amendments made by this act to sections 20, 24*a*, 24*c*, 25, 30 and 32 of the Labour Code apply only to petitions filed after the coming into force of this act.

However, an association already certified at the time of the coming into force of this act may avail itself of the amendments made by the said act to the third paragraph of section 20 of the Labour Code, but only within the delays provided in section 21 of the said Code.

65. Every association of employees certified or having filed a petition for certification before the coming into force of this act must comply with section 19*a* of the Labour Code, enacted by section 8 of this act, within ninety days of the coming into force of the said act.

66. Sections 40 to 46 of the said Code, as they read before their replacement by sections 34 and 35 of this act,

sente loi, continuent de s'appliquer aux négociations commencées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Aux fins du présent article, les négociations sont réputées avoir commencé le jour de la première rencontre des parties ou, à défaut de rencontre, le jour fixé à cet effet dans l'avis de négociation.

67. La section III du chapitre IV du dit code, telle qu'elle se lisait avant sa modification par les articles 58 à 61 de la présente loi, continue de s'appliquer dans le cas d'un grief dont l'audition était commencée avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Aux fins du présent article, l'audition d'un grief est présumée avoir commencé le jour de la première séance d'arbitrage du grief.

68. La Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre (1968, chapitre 43) est modifiée par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant:

«**3a.** En tout temps, le ministre peut désigner une personne pour favoriser l'établissement ou le maintien de bonnes relations entre un employeur et ses salariés ou l'association qui les représente. Cette personne fait rapport au ministre sur demande.»

69. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**11.** 1. Le ministre peut, en outre des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de chaque loi qu'il est chargé d'appliquer, exiger de toute personne ou association tout renseignement touchant les effets économiques de toute ordonnance ou décret ou le marché de la main-d'oeuvre.

Il peut autoriser aussi par écrit tout fonctionnaire de son ministère ou d'un

continue to apply to negotiations that have begun before the coming into force of this act.

For the purposes of this section, negotiations are deemed to have begun on the day of the first meeting of the parties or, failing a meeting, the day fixed for that purpose in the notice of negotiation.

67. Division III of Chapter IV of the said Code, as it read before its amendment by sections 58 to 61 of this act continue to apply to negotiations that have begun before the coming into force of this act.

For the purposes of this section, the hearing of a grievance is presumed to have begun on the day of the first sitting on arbitration of the grievance.

68. The Labour and Manpower Department Act (1968, chapter 43) is amended by inserting after section 3 the following section:

«**3a.** At all times, the Minister may designate a person to promote the establishment or the maintenance of good relations between an employer and his employees or the association representing them. Such person shall report to the Minister upon request.»

69. Section 11 of the said act is replaced by the following:

«**11.** (1) The Minister, in addition to the powers conferred upon him under each law which he is charged with carrying out, may require from any person or association any information respecting the economic effects of any order or decree, or respecting the labour market.

He may also authorize in writing any officer of his Department or of an agen-

organisme chargé de l'application d'une loi du travail à faire pour lui de telles enquêtes si ce fonctionnaire a prêté le serment prévu à l'annexe B de la Loi sur la fonction publique (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 53*).

2. Aucune réponse à une demande de renseignements faite en vertu de la présente loi ne doit être publiée sans le consentement préalable, par écrit, de l'intéressé. Sauf pour les fins d'une poursuite pour une infraction à la présente loi ou à une autre loi que le ministre est chargé d'appliquer, on ne doit permettre à personne autre que le ministre, un fonctionnaire ou employé du ministère ou une fonctionnaire ou employé d'un organisme chargé de l'application d'une loi du travail d'en prendre connaissance. Tel fonctionnaire ou employé doit avoir prêté le serment mentionné dans le paragraphe 1.

3. Aucune publication du ministère ne doit contenir de renseignements relatifs à une personne ou association en particulier si ce n'est avec son consentement écrit; tous les renseignements fournis doivent être déposés de façon à ne pas permettre qu'il soit possible de les relier à une personne ou association particulière.

4. Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux renseignements et publications relatifs à un organisme public.»

70. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

cy charged with carrying out a labour law to make such investigations for him if that officer has taken the oath contemplated in Schedule B to the Civil Service Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 53*).

(2) No answer to any request for information made under this act may be published without the previous written consent of the person concerned. Except for the purposes of proceedings for an offence under this act or under any other act which the Minister is charged with carrying out, no person other than the Minister, an officer or employee of the Department or an officer or employee of an agency charged with carrying out a labour law may have access thereto. That officer or employee is required to have taken the oath mentioned in subsection 1.

(3) No publication of the Department may contain any information relating to a particular person or association except with his or its written consent; all information supplied shall be set out so that it cannot be connected with any particular person or association.

(4) Subsections 2 and 3 do not apply to information or publications relating to a public body."

70. This act shall come into force on the day of its sanction.